

15 juin 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Tribune de M. François Hollande, Président de la République, dans "Le Quotidien d'Oran" et "El Khabar" du 15 juin 2015, sur les relations franco-algériennes, intitulée "La coopération franco-algérienne est en marche".

Il y a un peu plus de deux ans, j'effectuais ma première visite d'Etat hors d'Europe en Algérie à l'invitation du Président Bouteflika. L'Algérie célébrait alors le cinquantième anniversaire de son indépendance. J'avais, à cette occasion historique, appelé à la paix des mémoires entre nos deux pays et reconnu, devant les deux chambres réunies du Parlement, les souffrances que le système colonial avait infligées au peuple algérien.

Cet acte politique était essentiel, parce que l'amitié ne peut se construire que sur la vérité. Il faut savoir la regarder en face. Il a été longtemps attendu par le peuple algérien. La France le lui devait, comme elle se le devait à elle-même. Le travail de la mémoire n'est certes jamais achevé. Il appartient aux historiens et aux citoyens de nos deux pays de le poursuivre. C'est essentiel si nous voulons construire un avenir partagé.

A la veille de ma seconde visite en Algérie, je mesure les progrès qui ont été accomplis. Nos deux pays sont animés par la même volonté de bâtir un partenariat d'égal à égal tourné vers le développement et vers la jeunesse. Le comité intergouvernemental présidé par nos deux Premiers Ministres s'est déjà réuni à Alger puis à Paris. Il nous donne un cadre pour approfondir nos coopérations dans tous les domaines.

J'attache beaucoup d'importance au dialogue politique entre la France et l'Algérie car nos deux pays contribuent à la stabilité et à la sécurité dans la région. L'Algérie a payé dans son Histoire un trop lourd tribut au terrorisme. La France a été à ses côtés lors de la prise d'otage d'In Amenas. L'Algérie a, elle aussi, su démontrer son soutien quand la France a été frappée lors des attentats de Paris en janvier dernier. Je veux ici exprimer ma reconnaissance aux autorités et au peuple algérien pour leur solidarité. Nos deux pays étaient côte à côte lors de la marche du 11 janvier et à Tunis après les attentats du Bardo.

En 2013, la France a pris ses responsabilités, à la demande des autorités maliennes, pour arrêter la progression des groupes terroristes. L'Algérie a depuis joué un rôle déterminant pour traduire politiquement ce succès avec la signature en mai dernier de l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali. Je salue également l'action des autorités algériennes pour chercher une solution politique en Libye.

L'Algérie et la France sont par leur géographie liées par la Méditerranée. Aujourd'hui, cette mer commune est le théâtre des tragédies provoquées par les trafics de toutes sortes et d'abord d'êtres humains. La France et l'Algérie doivent joindre leurs forces pour mettre un terme à ces exploitations et à ces crimes. Mais nous devons aussi porter ensemble des projets de développement.

Il y a deux ans, j'avais appelé de mes vœux le renforcement de la coopération franco-algérienne. Elle est en marche. J'ai pu m'en rendre compte à Marseille où je participai au forum « Medcop21 » pour préparer la Conférence sur le climat qui va se tenir à Paris en décembre prochain. De nombreux investissements sur les deux rives de la Méditerranée m'ont été présentés. Ma visite à Alger sera l'occasion de les traduire concrètement et de renforcer le partenariat

économique entre nos deux pays. Après les implantations de Renault à Oran et d'Alstom à Annaba, les initiatives se multiplient. Près de 7000 entreprises françaises exportent vers l'Algérie. 450 y sont aujourd'hui implantées et y emploient plus de 140 000 personnes. Elles veulent accompagner le dynamisme, l'ouverture et la diversification de l'économie algérienne. Elles s'engagent sur le long terme en investissant localement et en produisant sur place. C'est essentiel pour offrir des perspectives à la jeunesse algérienne.

Il y a deux ans, je m'étais rendu à l'Université de Tlemcen pour dire ma volonté de développer les relations universitaires entre la France et l'Algérie. Nous accompagnons la création de nombreuses écoles et centres de formation professionnelle pour permettre aux jeunes algériens d'acquérir des compétences et de trouver un emploi. Les obstacles qui entravaient de façon excessive la circulation des personnes ont été pour l'essentiel levés. 23 000 Algériens poursuivent aujourd'hui leurs études en France. Des millions d'Algériens et de binationaux vivent sur notre territoire et des dizaines de milliers de Français travaillent en Algérie. La France sait ce qu'elle doit aux immigrés algériens qui ont contribué à son histoire et à son développement économique. Nous devons lutter ensemble contre les migrations irrégulières mais nous devons aussi permettre à nos étudiants, à nos chercheurs, à nos artistes, à nos investisseurs, à nos chefs d'entreprises de circuler.

Pour toutes ces raisons, je suis heureux de revenir aujourd'hui en Algérie. Je garde le souvenir de l'accueil exceptionnel qui m'avait été réservé et à travers ma personne et ma fonction, au peuple français. J'y avais vu le signe d'une volonté partagée d'écrire une nouvelle page de notre Histoire. J'ai toujours eu la conviction profonde que nous sommes capables de bâtir un partenariat d'exception. C'est ce que nous allons démontrer aujourd'hui.

Source <http://www.ambafrance-dz.org>, le 17 juin 2015